

Sahel et Lac Tchad

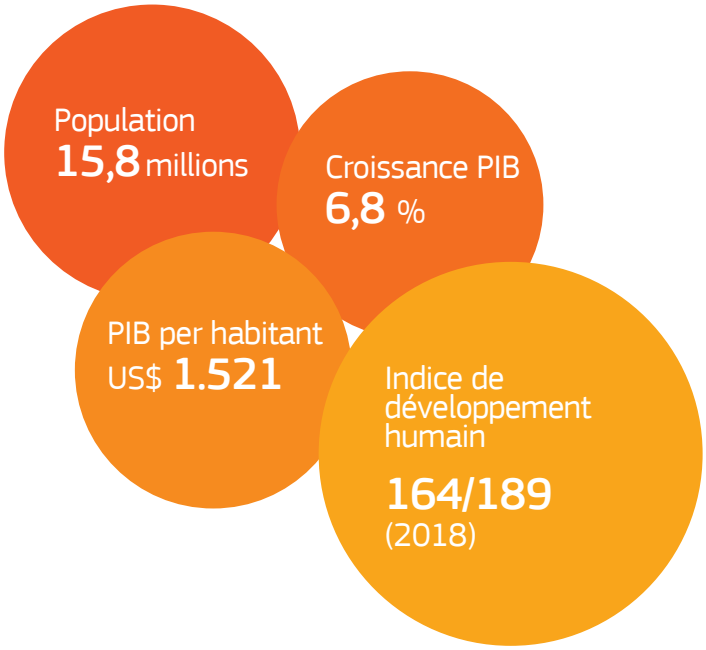
FONDS FIDUCIAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR L'AFRIQUE

LE SENEGAL, PAYS AU PROFIL SINGULIER...

Le Sénégal est l'une des démocraties les plus stables du continent africain. Le pays jouit d'une économie florissante, la quatrième plus importante en Afrique de l'Ouest, et du second taux de croissance le plus élevé de la région.

Cependant, malgré les efforts déployés au travers du "Plan Sénégal Emergent", les taux de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de chômage demeurent élevés, surtout en milieu rural.

Le Sénégal se retrouve ainsi être à la fois un important pays de départ de migrants à la recherche de meilleures opportunités économiques, mais également un pays de destination, les ressortissants des pays voisins étant attirés par l'économie sénégalaise.



Coopération internationale et Développement

...QUI NECESSITE UNE APPROCHE ADAPTEE DE LA PART DU FFU

Les actions du Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique au Sénégal visent en premier lieu la création d'opportunités économiques et d'emploi. Pour ce faire, le FFUE encourage la formation professionnelle des jeunes, soutient la création de chaînes de valeurs, encourage la compétitivité des entreprises, et favorise la mobilisation des ressources de la diaspora.



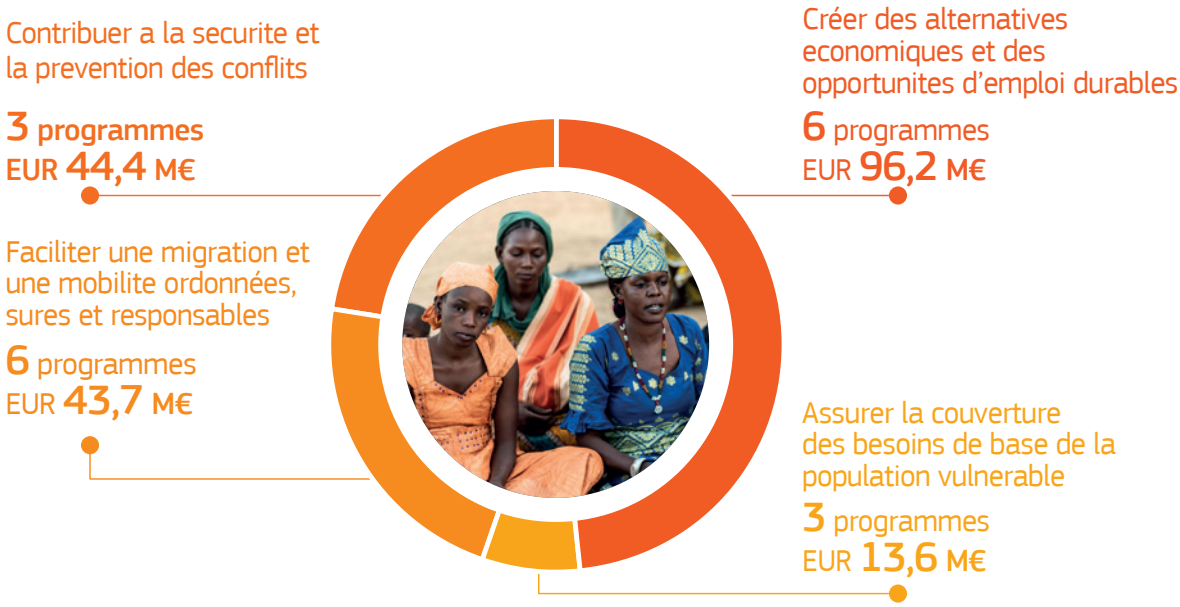
Le FFUE s'attache également à s'assurer que la migration soit plus sûre et ordonnée, et que les droits des migrants soient respectés. Protection, assistance et opportunités de réintégration sont ainsi proposés aux personnes en mobilité, et complétés par des activités de sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière. Les capacités des autorités à administrer la migration sont renforcées, et la lutte contre les réseaux de passeurs et de traite intensifiés.

Ces actions sont complétées par une amélioration de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, la diversification alimentaire et l'accès aux services de base pour les plus vulnérables, particulièrement dans le Nord du pays.

Les actions du FFUE viennent compléter les autres dispositifs et instruments de coopération de l'UE. Le Sénégal bénéficie ainsi d'une enveloppe de fonds européens de coopération au développement d'environ 672 M€ sur la période 2014-2020.

LE FFUE AU SENEGAL EN QUELQUES CHIFFRES – OCTOBRE 2019

18 programmes sont mis en œuvre au Sénégal dans le cadre du FFUE pour un montant global de **197,9 M€** : 10 programmes nationaux pour un montant de **170,8 M€**, ainsi que 8 programmes régionaux, pour un montant revenant au Sénégal d'environ **27,1 M€**, bénéficient au pays.



Créer des alternatives economiques et des opportunites d'emploi durables

6 programmes - 92,6 M€

Au Sénégal, le Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique vise à créer des opportunités d'emplois durables pour les communautés et les migrants de retour en vue de favoriser la croissance et le développement sur le long terme. Le FFU soutient des actions qui s'inscrivent dans l'esprit de l'Alliance Afrique-Europe. Elles visent à améliorer les compétences professionnelles et l'employabilité des jeunes sénégalais , à soutenir les micros, petites et moyennes entreprises, à améliorer l'accès au financement, en travaillant notamment avec la diaspora, et à renforcer les autorités gouvernementales pour améliorer le climat des affaires et stimuler l'esprit d'entreprise .

Le Programme ***Développer l'emploi au Sénégal - 40 M€*** vise ainsi la promotion de l'emploi et de l'insertion professionnelle des jeunes dans les zones particulièrement touchées par la migration irrégulière. Il propose une mise à niveau des entreprises dans des secteurs à fort potentiel, et le renforcement de la professionnalisation de la main d'œuvre employable sur ces mêmes filières et régions. Le ***Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal (PASPED) – 14,3 M€*** fournit quant à lui une assistance financière et technique pour contribuer au développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) sénégalaises en renforçant le potentiel économique local et celui de la diaspora en Italie. Ce dispositif est complété par deux initiatives régionales ***IPDEV2: Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest – 15,8 M€*** et ARCHIPELAGO: an African-European TVET initiative – 15 M€. Ces initiatives soutiennent d'un côté le développement des petites PME existantes et souvent informelles en Afrique de l'Ouest grâce à l'élargissement de fonds d'investissement locaux, et d'un autre côté l'amélioration de l'employabilité de la jeunesse et des groupes vulnérables par l'amélioration des compétences professionnelles et l'élargissement de l'offre d'emploi

Dans les zones rurales, le FFU entend améliorer les conditions de vie, lutter contre la pauvreté, soutenir la résilience des populations et ainsi réduire l'émigration irrégulière. Le programme ***Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles – 20 M€*** ainsi que ***le Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d´une économie rurale sur base des périmètres irrigués (PARERBA) – 18 M€*** permettent ainsi l'aménagement des terres par l'implantation de fermes agricoles Natanguées, la réhabilitation de parcelles irriguées et l'accompagnement technique des agriculteurs et agricultrices.

8 300
personnes ont été aidées pour trouver un emploi ou développer une activité génératrice de revenus

540
PME ont été créés ou soutenues

6 300
personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle



Assurer la couverture des besoins de base de la population vulnerable

3 programmes - 13,6 M€

Au Sénégal, 39% de la population vit dans la pauvreté, tandis que 120 000 enfants souffrent de malnutrition sévère dans les régions de Diourbel, Matam, Louga, Saint-Louis et Tambacounda. Améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables est l'une des priorités du FFU, qui entend répondre aux besoins alimentaires essentiels, améliorer l'accès aux services de base, et faciliter le rétablissement des services publics afin d'encourager le dialogue entre communautés, la gestion des ressources naturelles et la promotion du développement socioéconomique. Cette approche multisectorielle est un élément clé du FFU : elle permet de renforcer la capacité immédiate des populations à réagir aux chocs, tout en consolidant à plus long terme les capacités et les moyens de l'Etat à répondre aux besoins essentiels et à protéger ses citoyens par la mise en place de politiques publiques adaptées.

Le programme ***Résilience des populations les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les zones de départ de Podor, Ranérou, Matam et Kanel (Yellitaare) – 8 M€*** cherche à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 100 000 personnes à travers l'accès à une alimentation diversifiée, à l'eau potable, à l'assainissement, et à l'hygiène.

L'accès aux services de base de santé et d'éducation est également renforcé, tout comme les capacités des collectivités locales en matière de gouvernance et de réduction du risque de désastre. Ce programme est renforcé dans la région de Matam par le ***Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Matam – 1,1 M€*** qui contribue à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres de cette région. Dans le sud du pays, le programme ***Normalisation des conditions de vie des populations directement affectées par le conflit en Casamance – 4,5 M€*** poursuit les mêmes objectifs, en proposant des activités génératrices de revenus, comme par exemple la diversification et l'amélioration de la production agricole, afin d'assurer la couverture des besoins de base des plus vulnérables à travers des activités génératrices de revenus.

70 200
personnes ont reçu une aide pour améliorer sécurité alimentaire et nutrition

7 000
services sociaux de base ont été délivrés

22 400
personnes ont été sensibilisées à des pratiques leur permettant d'améliorer leur résilience et de faire valoir leurs droits



Faciliter une migration et une mobilite ordonnees, sures et responsables

6 programmes - 43,7 M€

Le Sénégal a une longue tradition de migration en tant que pays d'origine : environ 4 à 5% de la population vit en dehors du pays, représentant selon la Division de la population de l'ONU un total de 533 000 personnes. L'engagement de l'UE dans le domaine de la migration ne vise pas à enrayer le phénomène, mais plutôt à s'assurer que la migration a lieu de manière sûre et régulière et qu'elle résulte d'un choix délibéré et informé.

L'une des priorités du FFU est ainsi de faciliter une migration et une mobilité ordonnées, sûres et responsables, notamment par la fourniture aux migrants vulnérables d'un soutien, d'une protection et d'une aide au retour volontaire et à la réintégration durable, ainsi que par des activités de sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière et les possibilités de migration régulière. C'est notamment l'objet des programmes régionaux ***Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route – 215 M€*** et ***Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest – 20 M€*** ainsi que du programme ***Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise – 27,9 M€***, qui vise également à promouvoir des initiatives de développement économique et social à travers la mobilisation des moyens et des compétences de la diaspora.

Au travers de ces programmes, le FFU soutient également la définition et la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien administrées en fournissant des informations précises sur les flux et tendances migratoires, ainsi que par la création d'un registre d'état civil numérique fiable qui permettra à terme aux citoyens d'obtenir les documents de voyage nécessaires.

Enfin, l'immigration légale a toujours fait partie intégrante de la coopération globale de l'UE avec les pays tiers sur les questions migratoires, comme l'illustrent l'approche globale de l'UE de la question des migrations et de la mobilité, l'agenda européen en matière de migration et la communication relative à la mise en place d'un nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers. Dans la région du Sahel et du Lac Tchad, le FFU soutient l'émigration et la mobilité légales des jeunes d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest vers l'Europe dans le cadre du programme régional ***Erasmus+ in Afrique de l'Ouest – 20 M€*** qui offre de nouvelles possibilités à la région pour renforcer les compétences et l'employabilité des jeunes sénégalais en soutenant la mobilité des étudiants et des jeunes enseignants d'Afrique de l'Ouest vers l'Europe.

4 400
migrants sénégalais ont été aidés à la réception et/ou à la réintégration (économique et sociale) dans leur pays d'origine

3 260
migrants sénégalais ont reçu une assistance au retour volontaire

540 000
personnes dans la région Sahel et Lac Tchad ont été atteints pas des activités de sensibilisation



Contribuer a la securite et la prevention des conflits

3 programmes - 44,4 M€

Dans le contexte sécuritaire sahélien particulièrement précaire, le Sénégal s'illustre par la stabilité dont il jouit depuis de nombreuses années. Cet équilibre tant politique que social permet au pays de s'enorgueillir d'une croissance de 6.8% par an, lui permettant de mieux lutter contre la pauvreté et répondre aux défis du développement.

Toutefois, la nature du pays, à la fois origine et destination de la migration irrégulière, place le Sénégal et sa population sous la menace de groupes de trafiquants et de criminels (drogues, armes, êtres humains, etc.) qui œuvrent dans la région.

Le FFU participe ainsi activement à la lutte contre les passeurs et les trafiquants d'êtres humains en soutenant le renforcement des capacités des autorités sénégalaises en vue d'améliorer le contrôle de leur territoire et de leur donner les moyens d'appréhender et de poursuivre les criminels afin de réprimer l'économie de la traite des êtres humains et du trafic de migrants. C'est l'objet du ***Partenariat Opérationnel Conjoint (POC) de lutte contre l'immigration irrégulière, la traite et le trafic de migrants au Sénégal – 9 M€***, mais également du programme ***GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel) – 66,6 M***, qui forme les unités de gendarmerie nationale à la recherche tactique, la collecte de renseignements et l'ouverture d'enquêtes judiciaires.

Le ***Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la création d'un fichier national d'identité biométrique – 28 M€*** permettra à chaque Sénégalais de se prévaloir des droits inhérents à son identité sécurisée (vote, éducation, services de santé), et d'être mieux protégé en permettant l'identification rapide de documents frauduleux, garantissant ainsi un meilleur contrôle du territoire.

150
personnes membres d'une institution gouvernementales ou des forces de sécurité intérieures ont été formées dans le domaine de la sécurité et de la prévention des conflits

16
lois, stratégies, politiques ou plans visant à améliorer la sécurité et la stabilité ont été développés

